



16ème législature

Question N° : 13299	De M. Adrien Quatennens (La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale - Nord)	Question écrite
Ministère interrogé > Intérieur et outre-mer		Ministère attributaire > Intérieur et outre-mer
Rubrique > outre-mer	Tête d'analyse > Quel bilan pour l'opération Wuambushu ?	Analyse > Quel bilan pour l'opération Wuambushu ?.
Question publiée au JO le : 28/11/2023 Date de changement d'attribution : 12/01/2024 Question retirée le : 11/06/2024 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. Adrien Quatennens interroge M. le ministre de l'intérieur et des outre-mer sur le bilan de l'opération Wuambushu, au-delà des éléments de communication de M. le ministre. Longtemps tenue secrète et révélée par un article du Canard enchaîné le 22 février 2023, cette opération est lancée le 24 avril 2023 et illustre la dérive sécuritaire du Gouvernement pour des résultats très limités. Plus de 2 000 gendarmes et policiers, des compagnies d'intervention chevronnées et des blindés ont été déployés sur un territoire d'à peine 374 km². Les acteurs de la magistrature, du barreau, des centres de rétention, des associations et travailleurs de terrain, sont unanimes pour souligner que cette opération n'a pas amélioré leurs conditions de travail au quotidien. Pourtant, aucun bilan officiel de l'opération n'a été effectué à ce jour. Combien de logements jugés insalubres détruits sur la période d'avril à septembre 2023 comparé à la même période en 2022 ? Combien de « marchands de sommeil » identifiés et contre lesquels des procédures sont en cours sur la période d'avril à septembre 2023 comparé à la même période en 2022 ? Combien d'obligations de quitter le territoire français (OQTF) effectivement suivies de mesures d'éloignement sur la période d'avril à septembre 2023 comparé à la même période en 2022 ? Combien d'arrestations pour des faits de violence sur la période d'avril à septembre 2023 comparé à la même période en 2022 ? Quels coûts pour les finances publiques cette opération a-t-elle engendrés ? Alors que le Gouvernement reste bien inactif face à la crise de l'eau qui frappe le territoire, le déploiement de moyens pour cette opération trahit sa dérive sécuritaire et autoritaire. Il lui demande quand il compte déployer la même énergie, les mêmes moyens humains, matériels et financiers à la réponse aux besoins essentiels et au développement des services publics.